

Avoir les idées claires sur l'initiative de l'UDC

16 septembre 2020

Un grand journal d'opinion n'arrive pas à trancher : jadis lié au futur parti du Centre sans en être l'émanation, *La Liberté de Fribourg*, organe phare de la presse régionale, recommandait la semaine dernière de couper la poire en deux pour ce qui est du financement des avions de combat : la moitié des crédits aux avions de chasse, l'autre moitié aux drones et missiles sol-air. Hier même chose : le quotidien publie simultanément deux éditoriaux à propos de l'initiative sur la limitation de l'immigration. Une partie de la rédaction penche pour le oui ; le rédacteur en chef est partisan du non. L'enjeu aurait mérité une position tranchée. Il y va de l'avenir européen de la Suisse, du recrutement de la main d'œuvre qualifiée dont l'économie a besoin et de l'application des traités bilatéraux qui ont contribué depuis près de vingt ans à la prospérité de la Suisse. En pleine récession, prendre le risque de faire obstacle aux besoins de l'économie, de scier la base sur laquelle elle opère et d'ajouter le chômage qui en découlera aux pertes d'emploi massive déjà annoncées est irresponsable.

La Suisse n'aime pas l'Union européenne. Elle la connaît relativement peu, elle ne la comprend guère et méconnaît son histoire, qui plonge ses racines dans les pires catastrophes infligées par la main de l'homme à notre continent. Dans les années 1950, la Suisse, championne du libre-échange, n'envisageait pas de s'associer à une construction dirigiste ; elle ne voulait pas non plus se lier à une entreprise politique de l'Europe de l'Ouest, de peur de compromettre sa neutralité. Elle s'est précipitée vers l'Association Européenne de Libre Echange, qui a perdu une bonne part de son attrait lorsque en 1973 le Royaume Uni a rejoint la Communauté européenne. Au cours des années 1990, en dépit de l'échec en votation populaire de l'Espace Economique Européen, le Conseil fédéral et les partis qui le soutenaient ont préconisé l'adhésion à l'Union européenne. Parallèlement ils mettaient au point une solution temporaire, en attendant qu'une majorité du peuple et des cantons soient prêts à les suivre. Les accords sectoriels bilatéraux alors négociés ont eu un tel succès qu'ils sont devenus pour la Suisse une fin en soi ; l'objectif final – faciliter l'entrée dans l'UE – a été perdu de vue puis abandonné en 2005. A chaque étape ou presque, l'UDC s'est opposée à la démarche de la majorité, rejetant même les accords bilatéraux qu'elle avait pourtant proposés pendant la campagne contre l'Espace économique européen. Elle ne l'a emporté qu'une fois, le 9 février 2014, profitant de la nonchalance qui avait caractérisé la campagne du non et de l'ambivalence de la gauche. Demi-succès qui s'est heurté à la nécessité de respecter avant tout les obligations internationales de la Suisse, ce qui a conduit à un compromis adopté par le Parlement le 16 décembre 2016.

L'UDC revient maintenant sur ce compromis et veut contraindre le Conseil fédéral à résilier les accords bilatéraux I. Les naïfs qui tentent de greffer sur ce débat central je ne sais quels arguments favorables à la décroissance se trompent de combat. On peut en effet mieux maîtriser l'aménagement du sol, rationaliser les transports, contrôler l'expansion de l'économie sans nuire au niveau de vie du pays : mais c'est un autre débat ! Jusqu'à présent, les mécanismes régulateurs du système ont permis de gérer l'immigration et ses conséquences. La nécessité de « verdir » l'économie s'impose dans la vie politique. Mais la libre circulation des personnes ne peut pas devenir la variable d'ajustement d'une politique écologique assumée.

A la veille du vote du 27 septembre il faut avoir les idées claires : écarter l'initiative de l'UDC est le préalable à la fois d'une éventuelle réorientation de la politique économique et de la politique européenne. Sinon, toute discussion politique sur d'autres sujets urgents sera plombée. Or nous devons pouvoir discuter librement de l'avenir de notre relation à l'Europe et du développement durable dans notre vie sociale.

François Nordmann